

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

ODD : les organisations de jeunesse lancent un concours d'éloquence pour le plaidoyer

24 candidats présélectionnés dans 12 établissements scolaires seront en compétition du 29 juillet au 12 août lors de la phase finale de ce programme intitulé "La voix des jeunes pour le développement durable".

JMN
Libreville/Gabon

LES organisations de jeunesse AIESSEC Gabon, Clap Tutoring et Payncop

Gabon, en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et d'autres plateformes de la société civile ont procédé jeudi dernier à la Chambre de commerce de Libreville, au lancement officiel du programme "La voix des jeunes pour le développement durable".

Il s'agit d'un projet d'éducation environnementale décliné sous le format d'un concours d'éloquence inter lycées organisé dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse. 24



Photo : Josiane Mbang Nguema

Les différents partenaires du concours d'éloquence inter-lycées pour le développement durable.

candidats présélectionnés dans 12 établissements scolaires du Gabon seront en compétition du 29 juillet au 12 août prochains lors de la phase finale qui sera diffusée à la télévision et sur les médias sociaux. Annoncé au cours d'une conférence de presse, les organisateurs ont indiqué que le but de ce programme est de renforcer le leadership et le

pouvoir d'agir des jeunes sur des questions de développement durable, d'offrir une plateforme libre d'expression, de partage de réflexion et de valorisation de talents. "C'est l'occasion de leur donner la parole et de les amener à prendre part à la prise de décision", a soutenu le coordinateur général du projet, Fresnel Mamboundou.

Les candidats de la phase finale bénéficieront d'un programme de renforcement des capacités autour du développement durable et le leadership. Cette formation de 50 heures leur permettra de maîtriser les techniques de plaidoyer sur le thème des Agendas 2030 des Nations unies et 2063 de l'Union africaine (UA).

Aïd El Kebir: mardi 20 juillet férié, chômé et payé

Le Ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, Porte-parole du gouvernement informe les employeurs et les travailleurs ainsi que toute la communauté nationale que, conformément aux dispositions du décret n° 00727/PR/MTEFP du 29 juin 1998 réglementant le régime des jours fériés en République gabonaise et modifié en son article 2 par le décret n° 000484/PR/MTE du 26 mai 2004, la journée du mardi 20 juillet 2021, marquant "l'Aïd Ek Kebir" ou "Fête du Mouton" est déclarée fériée, chômée et payée sur toute l'étendue du territoire national.

Le clin d'œil de *Lybek*

L'ALCOOLISME DE NOS MÈRES, SŒURS ET FILLES S'AMPLIFIE DE PLUS EN PLUS. À QUAND UN NUMÉRO VERT GRATUIT POUR LES ÉCOUTER ET LES ORIENTER AFIN DE LES AIDER À S'ÉCHAPPER DE CETTE ZOMBIFICATION??



Santé : Paulin Moukagni prend la tête du Synamonps

AN
Libreville/Gabon

LE Syndicat national de la main-d'œuvre non permanente du ministère de la Santé (Synamonps) vient de changer de tête. C'est le président sortant, Deuce Moussavou, qui a procédé à l'installation des membres du nouveau bureau de cette structure syndicale présidée par Paulin Moukagni, élu avec 33 voix. À la salle multimédia du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), en présence, entre autres, du responsable de cette structure, Sandra Nsourou-Bibang. Dans son intervention, Deuce Moussavou a indiqué que cette cérémonie entraine dans le cadre de la reprise des activités du



Photo : Adjai Nkoutoume

Le nouveau bureau du Synamonps au complet.

Synamonps restées en veilleuse pour cause de Covid-19. Il a profité de cette occasion pour informer les membres de la tournée à l'intérieur du pays dans les jours à venir en vue de procéder à l'installation des cellules. Ce qui devra déboucher sur les préparatifs du premier congrès du syndicat.

La directrice des ressources

humaines de CHUL, Sandra Nsourou-Bibang, tout en félicitant les promus, les a exhortés à être syndicalistes éducateurs. Des syndicalistes qui doivent faire de la revendication un élément devant permettre au Centre hospitalier universitaire de Libreville de connaître une amélioration de son cadre de vie et de travail.